

Lettre pour le Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015

A l'attention des Chefs d'Etat et de gouvernement,

Lettre pour le Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015

Bruxelles, le 22 Avril 2015

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier Ministre,

A l'occasion du Conseil européen extraordinaire du 23 avril, vous serez amenés à discuter des mesures d'urgences qui devront être prises par les pays membres de l'UE et les institutions européennes en réponse à la situation dramatique actuelle en Méditerranée.

Les pertes de ces derniers jours représentent la pire tragédie recensée en mer Méditerranée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Nous aimerions vous rappeler que depuis le début de cette crise humanitaire, les ONG et les organisations de la société civile n'ont eu de cesse de demander aux institutions européennes de prendre, sans tarder, des mesures concrètes.

Au cours des deux dernières années, plus de 5000 personnes ont péri en tentant d'atteindre les frontières de l'Europe, et 1500 depuis le début de l'année 2015 . La plupart des personnes ayant entrepris ce voyage périlleux fuyaient la Syrie, dévastée par la guerre (36% des arrivées en 2014).

Dans ce contexte et pour lutter contre ce fléau, nous considérons que les 10 points du plan d'action sur les migrations, présenté le 20 avril par le Conseil conjoint des Ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, n'apportent pas de solution satisfaisante à la crise

humanitaire actuelle et n'offrent pas la protection attendue pour les personnes dans le besoin.

De notre point de vue, les mesures listées dans ce plan d'action – qui inclut un renforcement financier des opérations de patrouilles Triton et l'introduction d'une opération « civile et militaire » pour saisir et détruire les bateaux de passeurs – ne constituent pas une avancée permettant une approche nouvelle, basée sur la solidarité et le respect des droits de l'homme. Bien au contraire, ces engagements pris par les institutions européennes ne font que renforcer l'idée d'une « Europe forteresse ».

SOLIDAR appelle les institutions européennes, les chefs d'Etats et de gouvernement des Etats-membres à abandonner cette approche, qui a clairement montré son inefficacité à protéger les vies humaines et à s'attaquer à la racine des problèmes entraînant ces migrations, et à prendre des décisions politiques courageuses pour mettre en œuvre des mesures permettant d'endiguer cette crise humanitaire :

- Ouvrir des couloirs humanitaires pour les réfugiés de guerre et les personnes en situation de famine qui recherchent une protection internationale. Cela rendrait dignité et sécurité aux personnes fuyant la guerre et créerait un environnement et une politique plus efficaces luttant ainsi contre le trafic d'êtres humains.
- Promouvoir une opération conjointe au niveau de l'UE, et financée en conséquence, de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée autour de ces couloirs humanitaires
- Favoriser l'accès à la migration légale pour les réfugiés, en délivrant via les ambassades de l'UE des visas pour les demandeurs d'asile venant de pays pour lesquels le taux d'acceptation des demandes est plus élevé (Syrie, Irak, Afghanistan, Somalie)
- Renforcer les actions extérieures visant à mettre fin aux

conflits et permettant un développement solidaire et inclusif, un travail décent et une protection économique et sociale, des droits sociaux et culturels dans les pays d'origine, ainsi que l'application de la Convention de Genève dans les pays de transit.

- Améliorer les mécanismes de responsabilité partagée afin de soutenir les Etats-membres situés aux portes de l'Europe et de promouvoir les efforts d'intégration de ces Etats-membres pour qui la solidarité est plus qu'un simple mot.

- S'assurer que les Etats-membres garantissent pleinement le respect des droits fondamentaux des migrants en offrant l'accès aux soins et aux services sociaux de base.

L'Union Européenne n'est pas seulement un marché unique, elle a été construite sur des valeurs. Après les atrocités de la Seconde guerre mondiale, elle a été reconstruite et a été capable d'accueillir un nombre de réfugiés bien plus important qu'aujourd'hui.

Nous vous incitons fortement à considérer nos propositions et restons disponibles afin d'en discuter plus amplement avec vous.

Bien solidairement,

Conny Reuter

SOLIDAR Secretary General